

Dans une optique plus générale, nous avons pris les devants pour implanter un programme en coopération avec le secteur privé, les syndicats, les provinces et les municipalités, c'est-à-dire que nous mettons toute la société en branle pour tenter de trouver rapidement une solution au problème.

M. Jim Jordan (Leeds—Grenville): Devant cette réponse, madame la Présidente, je rappelle au ministre, par votre intermédiaire, que l'idée de faciliter, aux postes frontière, l'entrée au Canada des Américains mérite d'être retenue. Nous sommes d'accord avec cette idée. Mais ce n'est qu'un aspect de la question.

L'attraction que les magasins américains exercent sur les Canadiens est une autre paire de manches.

Ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. Étant donné que l'on évalue à un milliard de dollars le chiffre d'affaires que perdent chaque année les détaillants de l'Ontario seulement, sans parler des pertes d'emploi dans le secteur de la vente au détail, le ministre peut-il me dire quelles mesures concrètes et immédiates il prévoit prendre pour contrer l'habitude que prennent de plus en plus de Canadiens d'aller chaque semaine faire leurs achats aux États-Unis?

L'hon. Otto Jelinek (ministre du Revenu national): Monsieur le Président, j'ai abordé cet aspect dans ma première réponse, mais pour apporter des précisions, je dirai que nous avons accéléré l'implantation de techniques de pointe aux postes de douanes, notamment en y installant des caisses automatiques qui permettent de percevoir plus efficacement les taxes et les droits.

Récemment, nous avons mis en oeuvre un projet pilote en Colombie-Britannique pour diminuer les files d'attente aux frontières, pour revitaliser l'industrie touristique de cette province et pour augmenter le trafic commercial. Nous suivrons l'expérience et nous l'espérons l'étendre à d'autres régions du Canada.

J'ai terminé la semaine dernière une série de rencontres avec les maires des localités frontalières. Nous tiendrons d'autres rencontres avec eux afin d'élaborer un programme de commercialisation qui permettra aux Canadiens de se rendre compte qu'en allant faire leurs achats au sud de la frontière, ils font du tort à eux-mêmes, aux détaillants canadiens et à l'ensemble de l'économie canadienne.

Questions orales

LES PROGRAMMES DESTINÉS AUX AUTOCHTONES

M. Jack Iyerak Anawak (Nunatsiaq): Madame la Présidente, ma question s'adresse au ministre d'État chargé du Multiculturalisme et de la Citoyenneté. Elle porte sur le Programme d'aide aux organisations autochtones représentatives.

Au cours des dernières années, le financement de ce programme a subi des compressions. En outre, le programme a pris fin il y a deux semaines, le 31 mars. Le ministre d'État n'a pas encore pris la décision de le prolonger ou de le renouveler.

Pourrait-il aujourd'hui dire à la Chambre s'il entend renouveler ce programme et si oui, quand?

L'hon. Gerry Weiner (secrétaire d'État du Canada et ministre d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)): Madame la Présidente, je suis heureux de répondre qu'en effet, le programme a fait une contribution très très importante à l'essor et au soutien de la collectivité autochtone.

Nous sommes actuellement en train d'examiner attentivement les structures en place. Avec mes collègues du caucus et du Cabinet, j'examine maintenant ce que nous allons faire, mais je ne suis pas en mesure de révéler aujourd'hui les détails de cet examen.

M. Jack Iyerak Anawak (Nunatsiaq): Madame la Présidente, permettez-moi de citer ce que dit le Budget des dépenses principal au sujet de ce programme:

Ce programme assure un financement de soutien aux organisations représentatives d'Inuit, de Métis, d'Indiens non inscrits et de certains Indiens inscrits qui cherchent à faire participer les autochtones à la vie politique, sociale et économique du Canada.

Ma question supplémentaire est la suivante. Les 32 groupes autochtones qui ont recours à ce programme doivent garantir à leurs clients et à leurs banques que le financement va venir; ils ne peuvent pas attendre que le ministre se décide.

Le ministre accepte-t-il de libérer aujourd'hui même les fonds destinés à ce programme, afin que ces organisations autochtones puissent poursuivre leur oeuvre importante?

L'hon. Gerry Weiner (secrétaire d'État du Canada et ministre d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)): Madame la Présidente, nous comprenons parfaitement la situation dans laquelle se trouvent ces groupes aujourd'hui. Ils ont joué un rôle important et ils appuient